



## Revue et suivi de l'impact des politiques liées à l'emploi des jeunes au Niger

Par Saadatou Alkassoum Sangare, Sanoussi Ibrahim Oumarou, Mahamadou Keita, Saadatou Souley, Mamane Mayaki, Gaika Mohamed Arguimaret Et Ousman Goulo Abdoulaye

### Messages clés

- Plusieurs initiatives et changements intervenus sur la période 2022-2024 concourent effectivement à l'accélération de l'insertion économique des jeunes au Niger. Celle-ci demeure toutefois à la traîne, notamment pour les raisons suivantes :
  - Prise en charge insuffisante des obstacles à la mise en œuvre des programmes d'emploi
  - Accompagnement insuffisant des jeunes bénéficiaires des programmes, et
  - Étroitesse des budgets de financement et faiblesse des mécanismes de suivi.
- La formation professionnelle, ainsi que l'apprentissage moderne et qualifié, peuvent constituer des leviers efficaces pour faciliter l'insertion économique d'un grand nombre de jeunes ruraux. Ces programmes doivent toutefois être conçus de manière à exploiter les opportunités spécifiques de chaque région du pays, et prenant en compte les obstacles et besoins spécifiques des groupes marginalisés.
- Dans le domaine du soutien à l'entrepreneuriat, un encadrement continu par l'accompagnement et le suivi de proximité des jeunes entrepreneurs bénéficiaires peut contribuer à assurer la pérennité de leurs entreprises. Ceux-ci doivent toutefois être orientés vers des domaines porteurs, tels que les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et avicoles.
- Les mécanismes de suivi et d'évaluation des programmes doivent être priorités par les décideurs et les acteurs de la mise en œuvre des interventions, afin d'assurer la pérennité des pratiques.
- Accorder les mêmes chances de participation aux programmes d'emploi pour les jeunes ne garantit pas la représentation de tous les groupes de jeunes, étant donné les préjugés sociaux et les stéréotypes dont certains sont victimes au Niger.

### Contexte des enjeux liés à l'emploi des jeunes au Niger

Les difficultés rencontrées par les jeunes nigériens en matière d'emploi et de développement de leurs propres activités entrepreneuriales sont dues notamment à leur faible niveau d'éducation (1 jeune Nigérien sur 2 n'a pas d'éducation, et plus de 3 sur 5 n'ont qu'un niveau primaire (INS, 2016)), et une formation professionnelle limitée. Entre 2005 et 2018, la proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui n'étaient ni en emploi, ni scolarisés ni en

formation (NEET) est passée de 23 % à 69 % (avec un taux trois fois plus élevé chez les jeunes femmes) (Banque Mondiale, 2020).

En plus du manque de compétences techniques, associé à un manque d'opportunités d'emploi, les options des jeunes sont également limitées par les difficultés d'accès au financement pour s'engager dans des activités productives.

L'État et ses partenaires ont

soutenu de multiples interventions en faveur de l'emploi des jeunes. Cependant, l'augmentation rapide du nombre de jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une activité productive, couplée au faible développement du secteur privé, n'a pas permis de réaliser l'ambition du Niger de créer 50 000 emplois par an, ni d'atteindre un taux d'emploi permanent de 40 % pour les jeunes ruraux, avant 2021 (Ministère du Plan, 2017).

## Le projet d'étude

C'est dans ce contexte que, en 2022, les auteurs ont entrepris une revue approfondie des politiques et programmes d'emploi des jeunes, et de leur impact, au Niger. L'utilisation de données à la fois quantitatives et qualitatives, ainsi qu'une revue de la littérature pertinente a permis de fournir une compréhension plus nuancée des politiques et des programmes - voir l'encadré « Méthodologie » ci-dessous pour plus de détails.

L'étude a été réalisée en deux phases, dont la dernière - complétée en 2024 - visait à évaluer les progrès réalisés au cours de la période, et mettre en évidence tout changement dans la conception ou la mise en œuvre de ces interventions.

La note présente se concentre avant tout sur les points saillants et conclusions des auteurs suivant la dernière phase (2024) de cette étude, et donc dans une perspective globale de la période 2022-2024.

## Première phase de l'étude

Dans le cadre de la phase initiale de l'étude, les auteurs ont identifié les quatre approches suivantes comme principaux types d'intervention disponibles et mises en œuvre au Niger pour promouvoir l'emploi des jeunes - notamment en lien avec la formation et l'entrepreneuriat :

Option 1 : Placement de stagiaires

Option 2 : Formation professionnelle et insertion dans une activité économique

Option 3 : Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes

Option 4 : Appui à l'entrepreneuriat des jeunes avec un encadrement technique continu

Lors de l'évaluation, les auteurs ont considéré deux groupes distincts de jeunes : les diplômés de l'enseignement supérieur et les jeunes non scolarisés. À l'issue de leur enquête, les auteurs ont identifié l'option 3 (soutien à l'entrepreneuriat) comme le type d'intervention optimale/à privilégier pour les diplômés, et l'option 2 (formation professionnelle et insertion) pour les non-scolarisés, afin de favoriser/stimuler l'emploi et l'intégration économique de chacune de ces catégories de jeunes.

De façon générale, leurs résultats ont aussi démontré que les programmes d'emploi pour les jeunes ne sont pas mis en œuvre de manière efficiente et efficace,

notamment en raison de la multiplicité des acteurs et des faiblesses dans les mécanismes de suivi.

Les principales conclusions issues de cette première phase sont résumées ci-dessous :

- Un soutien prioritaire est nécessaire aux jeunes entrepreneurs (diplômés et personnes de niveau similaire) qui ont déjà créé leur propre entreprise. Il s'agit de l'option politique la plus susceptible de réussir pour ce groupe et de générer de nouveaux emplois pour les jeunes.
- Pour les jeunes non scolarisés, une approche intégrée combinant formation professionnelle et insertion est appropriée, mais seulement si elle est moderne et de haute qualité et si elle repose sur la consultation des acteurs sociaux à tous les niveaux.
- Les jeunes qui font la promotion de leurs projets et programmes ont besoin d'un plan de communication systématique en amont pour garantir le caractère inclusif de leurs actions.
- Disposer d'un fonds unique pour l'intégration et la promotion de l'employabilité des jeunes avec des lignes budgétaires spécifiques pour chaque type d'intervention permet de mutualiser les efforts et de renforcer la transparence et la coordination des actions.



## Changements et mise en œuvre de nouvelles options de politiques entre 2022 et 2024

Les résultats de la revue initiale réalisée par les auteurs en 2022 ont mis en exergue les différents obstacles à la mise en œuvre des programmes d'emploi des jeunes. Il en est aussi ressorti que la dynamique démographique des jeunes impose une accélération de leur insertion économique qui doit être fondée sur la capitalisation des innovations et des interventions à plus forts impacts.

Les changements intervenus dans le cadre organisationnel et la mise en œuvre des politiques et programmes d'emploi des jeunes entre 2022 et 2024 s'inscrivent dans cette logique et concourent effectivement à cette accélération. Les initiatives étant en effet alignées sur les recommandations initiales de l'étude, ayant permis d'éclairer les décideurs quant aux leviers sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour stimuler la création d'emploi.

Parmi les changements et initiatives observés au cours de la période 2022-2024, en lien avec les options de politiques pour promouvoir l'emploi des jeunes au Niger, les auteurs ont noté:

- Dans le domaine de la formation professionnelle
  - Un accompagnement post-formation plus poussé
  - Une migration en cours vers des formations à l'agroécologie, mais à un stade primitif de conception
  - Une extension de l'offre de formation professionnelle et technique au-delà des filières liées à l'artisanat et incluant plus de filières / chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et avicoles
  - La tendance à une extension de l'offre de formation aux jeunes déjà en activité.
- Dans le domaine de l'entrepreneuriat
  - Un intérêt grandissant récent pour l'entrepreneuriat local notamment au sein des chaînes de valeur agro-sylvo-pastoral et halieutiques.

## Principaux résultats de l'évaluation globale des options de politiques

Le tableau ci-dessous résume les conclusions des auteurs à l'issue de la dernière phase de l'étude concernant les principaux leviers stratégiques, de même que les contraintes spécifiques, ainsi que les « meilleures pratiques » et innovations identifiées, dans le cadre de l'enquête menée pour cette étude, et en fonction desquelles doivent être conçus les

programmes de formation et de soutien à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle et technique.

Les auteurs ont constaté que le faible impact des interventions est dû principalement à la non prise en compte des besoins réels des jeunes, et à l'inefficacité de certaines politiques ou programmes,

notamment en entrepreneuriat. Il est aussi la conséquence de certaines limites auxquelles font face les jeunes, notamment au niveau de leurs compétences, leur culture entrepreneuriale, ainsi que de leur capacité à participer aux débats sur les questions stratégiques les concernant.

Tableau 1 : Résumé des conclusions de l'examen des programmes d'intervention pour l'emploi des jeunes dans les domaines de la formation et de l'entrepreneuriat

Type ou domaine d'intervention	Formation professionnelle et technique	Entrepreneuriat
Leviers stratégiques pouvant faciliter l'insertion des jeunes (surtout ruraux)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Orientation des jeunes</li><li>• Formation professionnelle et apprentissage de qualité des jeunes, étendue aux secteurs porteurs</li><li>• Renforcement de l'encadrement des jeunes formés</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Promotion de la culture et l'esprit d'entreprise auprès des jeunes</li><li>• Diffusion de l'information et orientation des jeunes</li><li>• Développement des chaînes de valeurs agricoles et halieutiques</li><li>• Promotion de partenariat avec le secteur privé</li><li>• Promotion des financements innovants</li></ul>

Contraintes et défis à considérer dans la conception et mise en œuvre des programmes de soutien	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non implication de la jeunesse dans les activités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès difficile au financement</li> <li>• Forte prévalence de l'informalité</li> <li>• Coût élevé des affaires</li> <li>• Environnement caractérisé par un faible développement des infrastructures énergétiques et des TICs</li> </ul>
Meilleures pratiques identifiées et à intégrer dans les programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Digitalisation à travers une plateforme numérique</li> <li>• Renforcement des capacités des maîtres d'apprentissage ainsi que de leurs ateliers</li> <li>• Mise en place d'un ciblage précis, tenant compte de l'expérience préalable des jeunes dans les métiers.</li> <li>• Prise en compte des besoins émergents en intégrant des formations pertinentes</li> <li>• Apprentissage par l'action ou "jeu de rôle"</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication des jeunes et des parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre</li> <li>• Déploiement des jeunes coaches locaux dans les villages</li> <li>• Accompagnement financier et technique adéquat post formation</li> <li>• Renforcement des capacités des maîtres d'apprentissage ainsi que de leurs ateliers.</li> <li>• Elaboration d'un programme d'accélération individualisé et adapté par entreprise (SME LOOP)</li> </ul>
Innovations identifiées et à intégrer dans les programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité offerte aux femmes de choisir leur métier et leur accompagnement après la formation.</li> <li>• Mise en place de comités de sélection et de comités des plaintes.</li> <li>• Implication et responsabilisation de la communauté dans la remise des kits aux jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de métiers nouveaux, à l'instar de l'élevage de poussins avec l'utilisation de couveuses solaires</li> <li>• Plateforme numérique favorisant la promotion du conseil agricole et facilitant la mise en relation directe entre producteurs agricoles et consommateurs.</li> </ul>

Source : Auteurs sur la base des données de l'enquête

## Conclusions et autres messages politiques

L'accélération de l'insertion économique des jeunes reste à la traîne en raison d'une prise en charge insuffisante des obstacles à la mise en œuvre, d'un accompagnement insuffisant des jeunes, de l'étroitesse des budgets de financement et de la faiblesse des mécanismes de suivi.

Outre les recommandations en matière de « meilleures pratiques » et d'innovations à intégrer dans les interventions qui sont identifiées dans le tableau 1 ci-haut, les auteurs proposent également que soient mises en place, par les institutions gouvernementales pertinentes, les actions suivantes afin de stimuler l'insertion économique des jeunes:

Actions	Feuille De Route	Institutions
Faciliter l'accès au marché pour les entreprises naissantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensifier le plaidoyer pour faciliter l'accès au marché public des promoteurs de PME.</li> <li>• Faciliter leur accès aux opportunités (participation à des salons internationaux, recherche de nouveaux débouchés...).</li> <li>• Les soutenir financièrement pour l'octroi de nouvelles machines avec des facilités de remboursement à faible coût</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère des finances</li> <li>• Ministère du commerce et de l'Industrie</li> <li>• Chambre du commerce</li> </ul>

Poursuivre la vulgarisation des approches intégrées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la qualité de la formation.</li> <li>• Systématiser le suivi post-formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FAFPA</li> <li>• Institutions internationales</li> <li>• Institutions de soutien (ANPE, CIPMEN, etc. )</li> </ul>
Renforcer l'encadrement et le suivi des jeunes promus	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités techniques et financières des structures publiques de mise en œuvre des projets.</li> <li>• Légaliser le principe de traçabilité.</li> <li>• Promouvoir l'évaluation post-apprentissage.</li> <li>• Accélérer la mise en place de la plateforme informatique.</li> </ul>	Institutions publiques et privées d'encadrement (ANPE, CIPMEN et autres)

## References

Banque Mondiale, 2020. World Development Indicators.

Institut National de la Statistique (INS), 2014. Enquête sur les Conditions de Vies des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA).

Institut National de la Statistique (INS), 2016. Étude nationale d'évaluation d'indicateurs socio-économiques et démographiques. Niamey.

Mastercard Foundation, 2021. The Mastercard Foundation Strategy to Promote and Expand Employment Opportunities for Young People in Africa. Toronto, 2021

Ministère du Plan, 2017. 'Plan de Développement Économique et Social 2017-2021', 176 pages. Niamey, Septembre 2017.



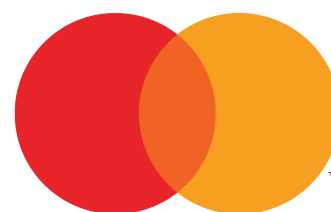
Image licensed from Adobe Stock

### The 'What Works for Youth Employment in Africa' initiative

This paper was produced in the context of the What Works for Youth Employment in Africa: A review of existing policies and empirical analysis in partnership with the Mastercard Foundation. It was a three-year initiative that ran between 2021 and 2024 to create a knowledge base of youth employment and related social development policies to inform policy and practices. The views expressed do not necessarily represent those of the Foundation, its staff, or its Board of Directors.

For more information about this initiative, please visit:  
[www.pep-net.org/programs/youth-employment](http://www.pep-net.org/programs/youth-employment)

In partnership with



**mastercard  
foundation**